

Informations économiques d'Afrique de l'ouest anglophone

Semaine 13, du 26 mars au 1^{er} avril 2018

- Nigéria : faiblesse de la génération de revenus internes dans les Etats fédérés ; ratification de l'accord entre la Suisse, le Nigéria et la Banque mondiale pour la restitution des fonds détournés sous le Général Abacha ; première visite du Président Buhari à Lagos depuis son arrivée au pouvoir en 2015 ; importante représentation française au salon Agrofood & Plastprintpack Nigeria 2018 ;
- Ghana : la Banque centrale abaisse son taux directeur à 18% ; le gouvernement ghanéen prévoit d'émettre 2,5 Mds USD d'Eurobond en 2018 ;
- Sierra Leone : report du second tour de l'élection présidentielle au 31 mars ;
- Libéria : retrait de la MINUL après 15 ans de présence.

Nigéria

Faiblesse de la génération de revenus internes dans les Etats fédérés.

Le bureau national de la statistique (NBS) vient de publier [les chiffres sur les recettes générées en interne par les 36 Etats fédérés ainsi que leur niveau d'endettement](#). Ces chiffres reflètent de fortes disparités géographiques entre les Etats : [seuls deux Etats \(Lagos et Rivers\) apparaissent en mesure de générer plus de revenus internes que d'en percevoir de l'Etat fédéral](#), le restant des Etats dépendant des transferts fédéraux. L'Etat de Lagos, capitale économique et financière du pays, est le premier générateur de revenus internes à hauteur de 334 Mds NGN (environ 1,1 Md USD), représentant près de 36% des revenus totaux générés par les Etats fédérés. Conformément aux modalités de répartition des revenus tirés de l'exploitation des ressources naturelles, ce sont bien les Etats pétroliers qui perçoivent le plus de revenus de l'Etat fédéral. Les Etats en queue de classement en termes de générations de revenus, sont ceux du Nord-Est, toujours en proie à des difficultés sécuritaires et économiques majeures. S'agissant toujours des finances publiques, [le budget de l'Etat pour l'année 2018, appelé le « budget de la consolidation », ne devrait pas être approuvé avant le mois de mai](#), contrairement aux annonces de la semaine passée. Par ailleurs, [le Sénat a rejeté hier le soutien budgétaire de la Banque mondiale de 350 M USD au bénéfice de l'Etat de Kaduna](#), dans le cadre d'un programme d'appui des politiques de développement (DPO), devant aider cet Etat à poursuivre son plan de développement à moyen terme.

Ratification de l'accord entre la Suisse, le Nigéria et la Banque mondiale pour la restitution des fonds détournés sous le Général Abacha.

[Les autorités nigérianes ont ratifié l'accord tripartite entre les gouvernements suisse, nigérian et la Banque mondiale, qui prévoit que les 321 M USD d'avoirs saisis à la famille de l'ancien président nigérian Sani Abacha soient restitués](#) au Nigéria au travers de la mise en place de projets de développement en faveur des plus démunis, supervisés par l'association internationale de développement (IDA). Pour rappel, l'ONG Transparency International estime que près de 5 Mds USD de fonds publics ont été détournés sous le gouvernement du Général Abacha, entre 1993 et 1998. Par ailleurs, autre séance de signature : [le Président Muhammadu Buhari a signé un accord de non double taxation avec Singapour](#).

Première visite du Président Buhari à Lagos depuis son arrivée au pouvoir en 2015.

[Le Président Muhammadu Buhari s'est rendu à Lagos pour une visite officielle de deux jours les 29 et 30 mars](#) ; il s'agit de sa première visite depuis son arrivée au pouvoir en 2015. Le Président a inauguré le terminal de bus d'Ikeja en présence du Gouverneur de l'Etat de Lagos, Akinwunmi Ambode. Le vice-Président, Yemi Osinbajo, également de la visite, s'est rendu quant à lui sur le chantier du port en eaux profondes dans la Lekki Free Trade Zone, une zone franche située à 60 km à l'est de Lagos sur laquelle certaines entreprises sont déjà implantées (majoritairement chinoises). [Le Président Buhari a par ailleurs assisté à un colloque sur le thème « investing in people » à l'occasion du 66^{ème} anniversaire de Bola Tinubu](#), leader national de l'APC (parti au pouvoir). Le Président doit visiter Eko Atlantic City, porté par le groupe Chagoury, un des plus grands projets immobiliers en cours en Afrique, visant à construire une ville nouvelle sur 10 km² de sable gagnés sur la mer, qui pourra d'ici 15 ou 20 ans, accueillir 250 000 habitants et 150 000 travailleurs chaque jour.

Teleology Holdings Limited débute la procédure de rachat de 9mobile.

[Teleology Holdings a versé le 21 mars la caution non-remboursable de 50 M USD exigée pour sceller le rachat de l'opérateur de téléphonie mobile 9mobile et a signé la convention de rachat d'actions.](#) A présent, Teleology dispose de 90 jours pour verser les 500 M USD restants du rachat de 9mobile. Adrian Wood, directeur général de Teleology Holdings, a d'ores et déjà dévoilé une partie de la nouvelle stratégie de 9mobile, comprenant notamment [un partenariat avec Safaricom, le plus grand opérateur de réseau est-africain](#), le déploiement de nouvelles stations 3G/4G, le déroulage de plusieurs milliers de kilomètres de fibre optique ou encore la couverture internet haut débit des zones rurales. Pour rappel, 9mobile (anciennement Etisalat), qui avait rencontré des difficultés à rembourser ses dettes, était passée sous le contrôle d'un consortium de banques en juin 2017. La société Teleology Holdings avait été retenue en tant que soumissionnaire au détriment de Smile Telecom par Barclays Africa, organisme chargé par le consortium de banques d'évaluer les enchérisseurs.

Importante représentation française au salon Agrofood & Plastprintpack Nigeria 2018.

Du 27 au 29 mars [s'est tenue à Lagos la 4^{ème} édition du salon Agrofood & Plastprintpack Nigeria avec plus de 140 exposants et 22 pays représentés.](#) La France, qui a été saluée à l'occasion de la cérémonie d'ouverture comme le partenaire historique de l'événement au Nigéria, était représentée par une délégation de 16 entreprises d'équipements agricoles et de l'industrie agroalimentaire, menée par l'ADEPTA (Association pour le Développement des Echanges internationaux de Produits et Techniques Agroalimentaire). Il s'agissait de la deuxième délégation en taille après celle de l'Allemagne. En marge du salon, étaient également programmés pour les entreprises françaises des focus économiques sur le Nigéria et des rendez-vous d'affaire dans le cadre du MoU signé entre l'ADEPTA et son homologue nigérian, Nigeria Agribusiness Group (NABG).

Les principaux cimentiers se financent sur les marchés financiers.

[Dangote Cement a obtenu l'accord de la commission boursière du Nigéria \(SEC\) pour lever 300 Mds NGN](#) (833 M USD) d'obligations en monnaie locale, par tranches de 50 Mds NGN (114 M USD), afin de financer son expansion et refinancer sa dette. [La compagnie a déclaré un résultat net pour l'année 2017 en augmentation de 43% à 204 Mds NGN](#) (567 M USD). Son principal concurrent sur le marché nigérian, Lafarge Africa, a quant à lui complété une augmentation de capital de 131,6 Mds NGN (366 M USD) initiée en novembre 2017. Pour rappel, Dangote Cement est le principal cimentier du Nigéria avec une part de marché de 65% en 2017, suivi de Lafarge Africa et BUA.

Soutien de 50 M USD de la Banque islamique de développement au profit des PME.

[La Société islamique pour le développement du secteur privé \(ICD\), filiale de la Banque islamique de développement \(IDB\), a signé des accords de financement avec les banques SunTrust, Jaiz et Wema](#) à hauteur respectivement de 10 M USD, 20 M USD et 20 M USD afin de soutenir les petites et moyennes entreprises au Nigéria. Par ailleurs, [Wema Bank Plc a également signé un accord de ligne de crédit de 15 M USD avec la Banque africaine de développement \(AfDB\)](#). Au Nigéria, les prêts aux PME ne représentent qu'une part infime du portefeuille de prêts des banques commerciales, à moins de 1%, alors que ces structures contribueraient pour près de la moitié de la richesse nationale. Pour rappel, [la Banque de développement nigériane \(DBN\), qui a pour mandat le financement des MPME nigérianes, a obtenu sa licence bancaire au 1^{er} semestre 2017.](#)

Ghana

La Banque centrale abaisse son taux directeur à 18%.

[La Banque centrale du Ghana \(BoG\) a décidé d'abaisser son taux directeur de 20 à 18%, justifiant son choix par la diminution soutenue de l'inflation](#) en 2017 (-570 pdb) et en janvier-février 2018 (-130 pdb), qui atteint aujourd'hui 10,6%. Selon les prévisions concordantes du FMI et de la BoG, cette tendance désinflationniste devrait se prolonger jusqu'à la fin de l'année et permettre au régulateur central d'atteindre son objectif d'inflation, compris entre 6 et 10%. Néanmoins, les réductions successives du taux directeur intervenues l'an passé n'ont pour l'heure eu peu d'effet à la baisse sur les taux d'intérêt bancaires, qui demeurent prohibitifs pour la majeure partie des acteurs économiques.

Microfinance : 272 établissements sous stress financier selon la Banque centrale.

Selon le dernier rapport de la Banque centrale sur le secteur financier, [272 institutions de microfinance \(IMF\) et banques rurales connaîtraient actuellement une situation d'illiquidité ou seraient proches de la faillite.](#) Ce nombre représente près de 38,5% de l'ensemble des établissements financiers non bancaires du pays. La situation menacerait directement les dépôts de plus de 700 000 personnes estimés à 740 M GHC (135 M EUR). Plus de la moitié du total des dépôts détenus par les IMF seraient en péril. Ce constat intervient dans un contexte où les difficultés se multiplient pour le secteur financier. Depuis un an, deux banques ont été liquidées, une placée sous administration et huit autres demeurent

sous étroite surveillance, tandis que près de 100 IMF ont vu leur licence révoquée. A compter du mois d'avril, celles-ci devront se mettre en conformité avec de nouvelles directives émises par la BoG, qui comprennent notamment un plafonnement des dépôts à 50 000 GHC (10 000 EUR) par client, des exigences plus élevées en matière de fonds propres et de nouvelles obligations de reporting.

Le gouvernement ghanéen prévoit d'émettre 2,5 Mds USD d'Eurobond en 2018.

[Le gouvernement a exprimé par la voix de son ministre des Finances, Ken Ofori-Atta, sa volonté d'émettre près de 2,5 Mds d'Eurobonds en 2018.](#) 1 Md USD serait consacré au financement du déficit public de l'exercice en cours ; 1,5 Md serait dédié au rachat d'obligations passées dont les intérêts financiers sont supérieurs à ceux permis actuellement par les conditions de marché. [Cette annonce va à l'encontre des préconisations du FMI, qui recommandait de plafonner l'émission de nouveaux Eurobonds à 500 M USD](#), au regard du ratio d'endettement du pays (proche de 70%) et de la charge de sa dette sur les revenus de l'Etat (42%). Elle conseillait en outre à l'Etat de limiter son financement par endettement aux stricts besoins des projets prioritaires d'infrastructures pour le Ghana, définis de concert avec le gouvernement. Celui-ci devrait par ailleurs émettre 500 M GHC (113 M USD) en obligations de court terme. Enfin, le ministre des Finances devrait évoquer la possibilité d'émettre une obligation souveraine en yens lors de sa visite officielle au Japon le mois prochain.

65,7 M USD pour renforcer le réseau de distribution d'électricité de NEDCo.

Le distributeur public d'électricité NEDCo, qui couvre 64% du territoire ghanéen, dont les villes et terres éloignées d'Accra, va bénéficier d'un [accord de subvention de 65,7 M USD afin de financer un programme de renforcement de son réseau de distribution](#). La somme sera dédiée à l'acquisition de nouveaux systèmes d'information, de véhicules de transports et d'équipements de protection. Entre 1,4 et 2,2 M de ghanéens devraient bénéficier d'une meilleure fourniture d'énergie. Ce projet s'inscrit dans le cadre du programme Ghana Power Compact, portée par l'agence américaine Millenium Challenge Corporation (MCC) et mise en œuvre par la Millenium Development Authority (MiDA), qui met à disposition du Ghana une enveloppe de 535 M USD de subventions afin de restructurer et de renforcer les performances de son secteur de l'énergie.

Sierra Leone

Report du second tour de l'élection présidentielle au 31 mars.

Initialement prévu le 27 mars, [le second tour de l'élection présidentielle aura finalement lieu le 31 mars](#). [La Haute Cour du pays a rejeté, le 26 mars, un recours déposé par Ibrahim Koroma](#), juriste membre de l'APC (parti au pouvoir) réclamant une enquête pour fraude électorale, ce qui a retardé l'organisation du second tour. Pour rappel, lors du premier tour, le 7 mars, le candidat principal du parti d'opposition SLPP, Julius Maada Bio, est arrivé en tête avec 43,3% des suffrages, légèrement devant celui du parti au pouvoir APC, Samura Kamara, avec 42,7% des voix. Les missions d'observateurs étrangers ont salué le bon déroulement du scrutin, marqué par une participation atteignant le niveau exceptionnel de plus de 84%.

Libéria

Retrait de la MINUL après 15 ans de présence.

Présente à l'occasion de la cérémonie de fin de mandat, [Amina J. Mohammed, vice-Secrétaire générale de l'ONU et ancienne ministre de l'Environnement du Nigéria, a salué le succès de cette mission de maintien de la paix](#), déployée en 2003 afin d'aider le gouvernement à consolider la paix et la stabilité. L'ancienne ministre a remercié les représentants spéciaux, le personnel civil et militaire ainsi que les pays fournisseurs de contingents, et a saisi l'occasion pour rendre un hommage particulier aux 200 casques bleus morts dans le cadre de cette mission. [Malgré le départ de la mission le 30 mars, 17 fonds et agences des Nations unies se maintiendront au Libéria](#). Par ailleurs, Amina J. Mohammed a apporté son soutien au programme « pro-poor » du Président libérien nouvellement élu, Georges Weah.

Retrouvez ces informations et nos alertes au quotidien sur Twitter !

 [@FR Eco Nigeria](#)

Clause de non-responsabilité – Le Service économique s'efforce de diffuser des informations exactes et à jour, et corrigera, dans la mesure du possible, les erreurs qui lui seront signalées. Toutefois, il ne peut en aucun cas être tenu responsable de l'utilisation et de l'interprétation de l'information contenue dans cette publication.